

Québec : la rentrée politique et sociale

Pas d'indépendance sans grève politique de masse

Pas de mobilisation de masse sans perspective indépendantiste

par Marc Bonhomme

TABLE DES MATIÈRES	
Mieux que l'ADQ dumontiste, la CAQ s'essaie à la quadrature du cercle	page 3
Les « <i>nouveaux Libéraux</i> », parti de la « <i>bourgeoisie comprador</i> »	page 5
La polarisation sociale rend schizophrénique les zigzags du PQ	page 6
Le populisme de Québec solidaire cache sa démission programmatique	page 8
Perspective d'unité combative étudiant-travailleur comme au Chili	page 10
Référendum d'initiative populaire rime avec projet de société	page 12
Le référendum de 1995 : une « <i>lutte de classe</i> »	page 14
Mouvement du pendule entre indépendance et « projet de société »	page 15
L'humain ne vit pas que de pain, il vit aussi de dignité	page 17
Indépendance = rupture de l'ordre social	page 18
Assemblée constituante de la rue, négation de l'étapisme électoraliste	page 19
L'indépendance pour exproprier les banque et sauver le climat	page 21
Au sein du milieu étudiant, de l'Alliance sociale et de la Coalition anti-tarif, aux États généraux, aux élections, <u>une campagne pour l'indépendance</u>	page 23
<u>Annexe</u> Suffrage universel et démocratie à la soviétique	page 25

6 septembre 2011

Le monde, du moins sa partie dite développée, risque la rechute dans la crise, au mieux une longue stagnation économique. Les gouvernements des pays dits développés ont pris à leur charge à coups de dizaines de billions \$ le sauvetage du système financier – de centaines de milliards \$ pour celui canadien qui n’a jamais été en difficulté et qui est plus prospère que jamais – et refilent la facture aux peuples au bénéfice des mêmes pompiers pyromanes qui ont le culot de faire chanter les États il est vrai plus que consentants. La combinaison de l’agro-industrie globalisée, de la spéculation néolibérale sur les marchés alimentaires et de la crise climatique engendre famine et hausse de prix.

Les pays méditerranéens, parmi les plus durement frappés par les politiques d’austérité et la rechute dans la crise, se sont soulevés, jusqu’à la révolution démocratique pour ceux dictatoriaux, mais sans obtenir de réformes sociales pourtant ardemment souhaitées par les masses prolétariennes mobilisées. Les soulèvements du début du siècle dans les pays andins s’enlisent dans le capitalisme national malgré d’évidents acquis sociaux... mais voilà que la jeunesse chilienne leur redonnent vie. Même les ÉU ont connu d’inespérées mobilisations mais sans gains sociaux. Comme un écho lointain dans les urnes mais absente de la rue, une vague orange a déferlé sur le Québec tout en déteignant quelque peu sur le Canada. Elle a suffi pour faire éclater le bloc nationaliste groupé autour du PQ, lézardé depuis longtemps, désormais orphelin de son allié au fédéral.

À la suite de l’onde de choc canadienne, la scène politique québécoise est en voie de restructuration. La crise du camp indépendantiste, où se mêlent petite-bourgeoisie jusqu’ici hégémonique et prolétaires soumis, semble vouloir laisser tellement d’espace au camp fédéraliste, celui où domine clairement la bourgeoisie, qu’une partie de celle-ci est tentée de changer de cheval. Toutes ces manœuvres dans le champ institutionnel font fi de la mobilisation sociale qui apparaît moribonde. Les exemples méditerranéens, sud et nord, et même étasunien, et maintenant chilien démontrent à qui mieux mieux qu’il faut être prêt pour les surgissements qu’ont attendait pas là où ils se produisent et quand ils arrivent. Se pourrait-il que l’effervescence indépendantiste du Québec puisse accoucher de surprises si elle est fécondée par la lutte sociale et vice-versa ? Encore faudrait-il qu’il y ait un parti anticapitaliste au rendez-vous pour aider aux convergences et contribuer à sa structuration programmatique. Une campagne pour l’indépendance pour exproprier tant la Cour suprême que les banques serait au rendez-vous de la conjoncture pour y parvenir.

Mieux que l'ADQ dumontiste, la CAQ s'essaie à la quadrature du cercle

Paradoxalement, le gagnant présumé de la crise du camp indépendantiste, selon les sondages de juin et de la fin août (QuebecPolitique.com), est de loin la Coalition pour l'avenir du Québec (CAQ) de François Legault, l'aile la plus fédéraliste et la plus droitière, mais modernisatrice, *obamiste* et *blairiste* tout à la fois pourrait-on dire, mais aussi nationaliste, issue de la décomposition péquiste. La CAQ répond à la hantise de la bourgeoisie de constater l'incapacité de son parti référence, les Libéraux, de remonter la pente après avoir mis au pas les syndicats du secteur public, ce qui était la tâche essentielle qu'attendaient d'eux la bourgeoisie. Le fraction bourgeoise la plus moderniste s'inquiète de l'enlisement de leur parti dans la corruption généralisée qui va jusqu'à de la cristallisation d'un système de capitalisme des copains (*crony capitalism*) que la priorité accordée au développement des ressources naturelles, avec ses sur-profits et sa collusion avec l'appareil d'État pour cause d'infrastructures et de cadre réglementaire ne peut que consolider.

Cette bourgeoisie moderniste, bien représentée par les grands bourgeois François Legault et Charles Sirois issue des secteurs de l'avionnerie et des télé-communications, favorise une renaissance d'un Québec Inc. moribond assis sur un système d'éducation capable de lui fournir la main d'œuvre spécialisée nécessaire et de recherche-développement ciblé et d'une finance publique orientée sur non pas l'extraction mais la transformation des ressources naturelles.

Pour y arriver, les deux grands bourgeois fondateurs, homme d'affaires à succès connus pour leur sens du risque, ont pris le risque politique d'anticiper la crise péquiste, tout en étant les premiers à la provoquer. Pour la bourgeoisie, le PQ n'est plus l'alternance acceptable qu'il était. Elle a certes été impressionnée par le zèle pro-ALÉNA du PQ dans les années 80 puis par celui néolibéral dans les années 90 – début 2000. Là où cependant le bât blesse est l'ambiguïté indépendantiste du PQ qui pourrait l'entraîner dans un engrenage référendaire pour une troisième fois, malgré la bonne volonté de sa direction avec sa « *gouvernance souverainiste* » cependant mise à mal par la base militante indépendantiste. Ce qui paraissait au premier abord une aventure don-quichottesque, la vague orange et ses suites démissionnaires de la bande des quatre au sein du PQ l'ont transformé en une audace géniale.

La CAQ a compris la volonté du peuple québécois de se doter d'un projet de société alternatif — ce qu'a révélé en plein jour la vague orange — projet qu'elle lui explique en toute transparence, pédagogiquement et en mettant cartes sur table. « *Et comme il vogue dans les sondages, attirant, avec ses propos de droite, les mêmes Québécois qui ont opté pour le NPD au fédéral! Incohérence dans un sens, continuité dans l'autre: Legault, comme Layton, aborde des sujets qui touchent de très près au quotidien des gens.* » (Josée Boileau, [Parti québécois — Sur le terrain](#), Le Devoir, 26/08/11)

Ce projet réformateur est clair, précis et chiffré au besoin... pour ce qu'il dit. D'une part, pour réinvestir en éducation et en santé, le projet de la CAQ s'attaque à la plaie bureaucratique, pire au Québec que dans les autres provinces canadiennes, en recourant aux méthodes de l'entreprise privée (dégraissage, contrats, reddition de comptes, précarisation) mais sans proposer de privatisation directe (ex. cliniques de santé) ou indirecte (ex. PPP), parfois même en les limitant quelque peu (ex. écoles privées, industrie pharmaceutique), ce qui le distingue nettement de l'ADQ. Pour autant, sans le dire, la porte à l'éducation et à la santé privées pour riches n'est pas

fermée car ceux-ci voudront se payer des écoles et des soins de qualité étant donné que les effectifs du secteur public seront réduits au minimum sinon déversés dans l'économie sociale, le secteur des pauvres services pour les pauvres à des salaires de pauvres.

D'autre part, la CAQ s'attaque au financement du développement économique du Québec dans le cadre, bien entendu, de l'ALÉNA et du sacro-saint respect de la propriété privée. Elle propose une réorientation vers le Québec des capitaux de la Caisse de dépôt et de placement, particulièrement pour défendre les sièges sociaux du Québec et pour la transformation des ressources naturelles au Québec, tout en voulant consacrer les redevances gazières et minières à la réduction de la dette publique que l'on sait en grande partie détenue hors Québec. Ce projet nationaliste distingue la CAQ des Libéraux québécois, particulièrement de leur plan Nord. Pour que ce nationalisme du statu quo soit bien entendu cinq sur cinq, la CAQ se compromet à sa manière partiellement répressive pour la défense du français, avec en sus un coup de pouce à l'industrie culturelle de chez nous, un rare succès mondial de Québec Inc., tout en racolant l'électorat adéquiste et autres nationalistes identitaires en serrant la vis à l'immigration à qui on fait porter le fardeau de la préservation du français mais non aux employeurs de qui on exige rien de nouveau au niveau de la langue de travail.

On ne peut pas dire que les éléments programmatiques proposés par le CAQ se différencient des éléments similaires du nouveau programme péquiste sauf par leur concentration et par leur précision, par leur *punch* pourrait-on dire. Reste que la CAQ laisse tomber toute la question écologique tout comme, bien sûr, les questions nationales et celle des femmes dont les garderies. Pour François Legault, il faut « *s'attaquer à la générosité des programmes des congés parentaux et des garderies à 7\$ qui seraient, selon lui, des "aberrations"* » (Pierre Dubuc, L'Aut'Journal, 25/10/10). Pour cette raison, il se démarque à droite du PQ.

Se refusant à toute réforme fiscale, à laquelle le PQ ne renonce pas en parole sans toutefois s'y engager, en donnant plus d'importance au remboursement de la dette que le PQ ne le fait et ayant abandonné toute lutte contre le gouvernement fédéral pour des transferts de fonds ou de pouvoir fiscal, on comprend que la capacité de dépenser de la CAQ a vite atteint les limites de la lutte contre l'inefficacité bureaucratique et contre certains privilèges. Il ne reste plus rien pour la lutte contre les gaz à effet de serre et autres déséquilibres écologiques ni pour les garderies et pour la lutte contre la pauvreté et pour le logement social. On comprend aussi que cette récupération budgétaire se fera au détriment des conditions de travail et de la sécurité d'emploi des employés des secteurs publics et para-publics et de la lutte contre la crise par la création d'emplois publics et écologiques.

La vague orange arrange bien les affaires de la CAQ sauf à marquer une sensibilité de gauche et non de droite que le duo Legault-Sirois espère confondre par le modernisme de ses propositions programmatiques ciblées et son silence à propos du reste. Mais un projet capitaliste modernisateur, dut-il être centré sur une rénovation de l'éducation dont l'axe n'est pas le capitalisme vert, passera-t-il la rampe de la jeunesse ? L'accueil tiède du chef de la CAQ par les jeunes de prime abord bien disposés de l'Institut du nouveau monde laisse songeur. Même s'il a su éviter le piège des outrances du populisme de droite genre taxe à taux unique ou « *écoles à charte* » à l'américaine ou privatisation de la santé, rien ne dit que l'usure du temps qui passe ne jouera pas à la CAQ le même tour qu'il a joué à l'ADQ, un temps

l'opposition officielle, de révéler que l'empereur est nu. Qui dit qu'une élection à l'automne ne serait pas plutôt bénéfique à la CAQ ?

Les « nouveaux Libéraux », parti de la « bourgeoisie comprador »

La vague orange, en plus de précipiter la crise du PQ que la CAQ avait amorcée, a démontré la possibilité électoraliste d'un parti sans organisation mais doté d'un chef crédible, ce qu'est François Legault. Déjà les sondages donnent la CAQ en avance marquée sur les Libéraux et encore plus sur le PQ tout en grugeant à l'os l'ADQ, qui pourrait être contraint de se saborder en faveur de la CAQ malgré son populisme droitier dont ne veut pas la CAQ. Même le vote de Québec solidaire se verrait significativement grugé.

Englués dans la corruption, les Libéraux au pouvoir pratiquent la fuite en avant par la vente de feu des richesses naturelles québécoises, au nord comme au sud, au point d'aller même à l'encontre de la rentabilité capitaliste et certainement de l'équilibre budgétaire sans accorder aucune importance à la béante contradiction entre leurs pratiques réellement existantes, y inclus celle du marché du carbone, et leur discours écologique, récupérant un choix de société, la nationalisation de l'hydroélectricité de 1944 et de 1963, imposé aux Libéraux de l'époque par la mobilisation nationale et sociale d'après-guerre puis par celle de la dite *révolution tranquille*.

Pendant que le nombre de grèves fait plus que tripler durant le Deuxième guerre par rapport à la période 1900-1940 ([Jacques Rouillard](#), 1999), la mobilisation anti-conscription donne naissance au Bloc populaire qui fait élire quatre députés en 1944. Les multiples réformes institutionnelles de la dite *révolution tranquille* ont eu comme socle une importante poussée gréviste qui a plus que doublé d'intensité par rapport aux 20 années précédentes. La bourgeoisie modernisatrice d'alors a eu besoin de l'alliance avec le mouvement syndical qui a dû lui pousser dans le dos. Les « nouveaux Libéraux », si l'on peut se permettre d'utiliser l'expression, ont renié l'héritage de la dite *révolution tranquille*, mais sans discours électoralement suicidaire de type « *ré-ingénierie* » et tout en ayant l'air de renouer avec le projet de la Baie James de Robert Bourassa, un projet pourtant entièrement public même si son exécution avait été sous-traité au privé et même au privé étasunien.

La réalité des Libéraux de Jean Charest c'est le retour à l'ère Taschereau ([Premier ministre Libéral du Québec de 1920 à 1936](#)), corruption comprise. Il est d'ailleurs remarquable comment l'actuel Premier ministre s'accroche au pouvoir malgré son impopularité en temps de crise puis de stagnation tout comme le fit le Premier ministre Taschereau dans la crise-stagnation des années 30 et dans les mêmes conditions de corruption et d'impopularité. La comparaison est d'autant plus palpitante que malgré la déchéance des Libéraux de l'époque, l'opposition officielle n'avait pas la crédibilité voulue pour les renverser tout comme le PQ ne l'a plus aujourd'hui si l'on en croit les sondages.

La polarisation sociale rend schizophrénique les zigzags du PQ

Les Conservateurs de Maurice Duplessis, tout comme le PQ, n'avaient aucune réponse à la crise autre qu'un nationalisme identitaire et un populisme masquant leur statu-quo socio-économique. L'astuce de Duplessis fut de coopter l'aile progressiste des Libéraux, laquelle s'en était séparée sous le nom d'Action libérale nationale (ALN), programme compris (le fameux « *petit catéchisme* » anti-trust de l'élection de 1936). La majorité électorale conquise, le *cheuf*, qui s'était fait une réputation par la dénonciation de la corruption des Libéraux, jeta par-dessus bord l'ALN et son programme alors que pourtant l'ALN avait fait élire plus de députés que les Conservateurs lors de l'élection non concluante de 1935, avant leur fusion au sein de la nouvelle « *Union nationale* »... qui perpétua la politique de Taschereau.

Une stratégie électorale similaire de « *visa le noir, tua le blanc* » s'annonce aujourd'hui à travers cependant un scénario plus complexe étant donné la multiplicité des acteurs réels et potentiels. Comme la CAQ rénovatrice dispute aux Libéraux sclérosés leur place comme parti officiel de la bourgeoisie, avec une ADQ populiste droitière prise en sandwich entre les deux, ne reste aux autres, plus encore qu'en 1935-36, que d'occuper le terrain de la gauche souverainiste peu importe leur politique véritablement existante en cas de conquête de la majorité parlementaire.

Le système uninominal à un tour, qui sera celui des prochaines élections, oblige pratiquement à leur coalition formelle ou informelle pour avoir au moins une chance de former l'opposition officielle. En termes électoralistes, on n'en sort pas. Le PQ, d'ailleurs, a déjà amorcé son virage à gauche en courtisant tant le mouvement contre les gaz de schiste ([Site du PQ, 18/06/11](#)) que celui étudiant contre la hausse des frais de scolarité ([Site du PQ, 18/08/11](#)) que de tendre des perches au mouvement contre le *free mining* et pour des redevances minières plus importantes ([Le Devoir, 12/08/11](#)) et à celui plus diffus, dont fait partie Mobilisation Turcot, pour le transport public à Montréal ([Site du PQ, 24/08/11](#)).

Le CAQ bloquant l'accès à l'électorat de l'ADQ, le PQ désormais regarde du côté de Québec solidaire, le parti de la gauche souverainiste, et chasse sur ses terres. Jusqu'à la crise des démissions de la bande des quatre députés indépendantistes du caucus, mais non du parti, suite à la vague orange, le PQ oppositionnel depuis 2003 ne reniait nullement le PQ gouvernemental post-référendaire clairement néolibéral. Encore en janvier 2011, la chef péquiste n'en démordait pas : « *Mme Marois a attaqué le gouvernement sur ce qu'elle a qualifié des "trois D": "Dettes, déficit et dépenses sur tous les fronts"* ». (Le Devoir, [Le PQ enfourche le cheval de l'économie](#), 28/01/11). Même le 6 mai dernier, après l'élection fédérale mais avant la démission de la bande des quatre, la chef péquiste discourait devant la Chambre de commerce du Montréal métropolitain sous le thème « [a]gir pour créer de la richesse » (PQ, [Pauline Marois devant la Chambre de commerce...](#), 7/05/11) — mot code signifiant la marginalisation de sa répartition ce qu'a bien souligné le président de la Chambre dans sa présentation — tout en insistant pour maintenir sa (non)-stratégie référendaire (Le Devoir, [« Tout est toujours possible »](#), 7/05/11).

La nouvelle mouture du programme péquiste a la flexibilité pour permettre à la direction du parti de parler des deux côtés de la bouche non pas nécessairement en même temps mais surtout selon la conjoncture du moment. Si le but économique proposé est le néolibéral « *Créer la richesse* », le programme proposé en rajoute sur « *l'économie sociale et le mouvement coopératif* » et les PME. S'il ne se lasse pas

d'encourager l'entrepreneuriat, de soutenir l'entreprise, d'utiliser les surplus d'électricité « *pour attirer ou retenir au Québec des entreprises créatrices d'emplois* », il propose aussi d'« *accroître substantiellement la part des transports collectifs et actifs* ». On pourrait généreusement caractériser le document de « *progressiste mais non social-démocrate* » comme l'affirment les dirigeants du SPQ-libre, à condition d'identifier ce prétendu progressisme à un modéré capitalisme vert au détriment de la justice sociale.

Les zigzags péquistes rallient de moins en moins la population du Québec et ce depuis longtemps. L'appui électoral au PQ n'a cessé en effet de décroître tendanciellement depuis l'élection pré référendaire de 1994, lequel appui n'était pas un sommet qui a été atteint lors de l'élection post référendaire de 1981. La remontée de décembre 2008 n'est due qu'aux déboires adéquistes, le score électoral restant inférieur aux scores de 1976 à 1998 inclusivement (Wikipédia, [PQ](#), graphique des scores électoraux). Cette descente s'explique moins par la défaite référendaire de 1995 — celle de 1980 avait donné un résultat opposé — que par le ralliement sans fard du gouvernement du PQ à la drastique lutte fédéraliste anti-déficit de la fin des années 90 puis celle de la baisse tout aussi drastique des impôts du début des années 2000. (La baisse momentanée du score électoral de 1985 avait aussi été causée par le zèle néolibéral péquiste jusqu'à couper de 20% les salaires des employés de l'État en 1982.) Il ne faut pas s'étonner non plus que ces deux poussées d'urticaire néolibérale aient correspondu à un explicite lâchage de l'indépendantisme sous la forme respectivement du « *beau risque* » de René Lévesque et des « *conditions gagnantes* » de Lucien Bouchard. Comme quoi, et on ne le dira jamais assez, indépendantisme rime avec gauche et fédéralisme avec droite. Il ne faut pas s'en surprendre, le premier parlant de rupture et le second de statu quo.

Pas besoin de chercher la raison de cette désaffection de l'électorat de midi à quatorze heure. La crise économique de 2008-2009, suivie de l'actuelle stagnation, a accéléré la polarisation des revenus, la détérioration des services publics et l'aggravation de la crise climatique, tous trois s'aggravant et se combinant sur 30 ans de politiques néolibérales. Brusquement, en mai, cette polarisation s'est invitée sur la scène politique comme un ressort qui rebondit. Ce renversement marque l'incapacité et l'impossibilité du nationalisme québécois à combler les attentes sociales populaires. Le nationalisme interclassiste du PQ, propre à un parti petit-bourgeois coincé entre les deux classes fondamentales, le condamne à la paralysie et à des zigzags de plus en plus schizophréniques face à la polarisation sociale dont les conséquences inégalitaires et de plus en plus réactionnaires iront en s'accroissant avec la crise qui menace de nouveau.

Quand vient l'épreuve du pouvoir, comme on le sait fort bien, non seulement depuis les gouvernements Bouchard et Landry mais depuis celui de l'après référendum 1980 de Lévesque-Parizeau, la tour de Pise penche toujours à droite. Au lieu de se braquer contre la tempête néolibérale venant du sud et du sud-ouest, les gouvernements péquistes ont contribué à la transformer en ouragan. Quant à l'*âge d'or* du premier gouvernement péquiste avant référendaire (1976-1980), il ne fut que le dernier soubresaut d'une dite *révolution tranquille* où le peuple québécois arracha des concessions beaucoup moins importantes au PQ qu'il n'en avait arraché aux Libéraux de Jean Lesage (1960-1966) et du premier gouvernement Robert Bourassa (1970-1976) auparavant.

Rien de surprenant que le camp nationaliste regroupé autour du PQ éclate. L'échec de son projet historique est irréversible même si l'on ne peut exclure un rafistolage comme le furent les gouvernements Libéral Godbout (1940-1944) et Union nationale Johnson-Bertrand (1966-1970), par déception d'une alternative qui avait créé beaucoup d'espoir à l'élection précédente. Il faut souvent de tels soubresauts vers l'arrière pour que l'électorat fasse définitivement son deuil d'un vieux parti qui avait jadis incarné l'espoir du temps de son premier jet flamboyant avec Honoré Mercier (1887) ou avec le Maurice Duplessis « anti-trust » (1936) et pour qu'il se résigne à revenir à un nouveau parti déjà assagi avec le Maurice Duplessis de la loi du cadenas et avec le Robert Bourassa réclamant du fédéral l'application de la loi des mesures de guerre en octobre 1970.

Pourrait-il cette fois-ci encore y avoir un nouveau hoquet de l'histoire ? On voit mal les Libéraux renaître de leurs cendres d'ici les prochaines élections. On voit bien cependant le peuple québécois rapidement réaliser le caractère résolument droitiste du projet de la CAQ. Il s'est déjà fait faire le coup par l'ADQ, sous des formes il est vrai plus crues, d'un virage à droite sous couvert d'un retour à un nationalisme autonomiste doublé d'un ethnicisme virulent. Heureusement, l'ADQ ne put aller plus loin que l'opposition officielle (2007-2008) avant que les écailles ne tombent des yeux populaires. La CAQ a certes tiré les leçons des déboires populistes droitiers de l'ADQ, dont elle aimerait récupérer l'électorat et la machine électorale, mais elle ne peut échapper à la contradiction entre projet franchement néolibéral militant et un peuple québécois qui a le cœur à gauche.

Le populisme de Québec solidaire cache sa démission programmatique

Le peuple québécois ne demanderait pas mieux que d'adhérer à un projet d'un Québec indépendant de la mainmise combinée du fédéral et des banques, l'un conjuguant l'autre et vice-versa, si une force politique crédible quelconque daignait le lui proposer. Quel serait le parti qui serait en mesure de reprendre le flambeau des Libéraux(-nationaux) de Mercier, de l'Union nationale anti-trust le temps d'une élection, des Libéraux de la nationalisation de l'hydroélectricité, du PQ de loi 101 ? Quelles seraient les conditions d'un tel renouveau ? Quelles en seraient les limites ? Comment les dépasser pour qu'il n'y ait pas un rejet comme le furent ces quatre expériences qui aboutirent au retour momentané du pendule avec les Conservateurs ultramontains (1891), les Libéraux pro-conscription (1940), l'Union nationale restée fondamentalement conservatrice (1966, surtout après 1968) ?

Après le quiproquo de l'ADQ de Mario Dumont, on attendrait une percée de Québec solidaire annoncée par la vague orange. Ce n'est pas pour l'instant ce que disent les sondages même s'ils ne le contredisent pas. De toute évidence, la CAQ, pour l'instant occupe la place alors que son profil ne convient pas, ni historiquement ni conjoncturellement.

Deux ordres de raisons, qui se combinent, expliquent cette contradiction. Contrairement à la CAQ, la direction de Québec solidaire met son programme sous le tapis en faveur d'un populisme de gauche qui très souvent fait de la surenchère par rapport à des positions similaires du PQ tout en situant le débat sur la question nationale sur le même terrain constitutionnel que le PQ même si c'est en proposant une stratégie différente. Sur le terrain des luttes sociales, la direction de Québec solidaire se contente d'appuyer les principales mobilisations en cours, comme le fait dorénavant le PQ par pur opportunisme, tout en évitant comme la peste des

questions dont les solutions font débat au sein de la gauche mais qui sont pourtant des manifestations centrales des crises économique et écologique.

La direction de Québec solidaire cache ou marginalise au grand public des éléments cruciaux antilibéraux, et parfois anticapitalistes, de la partie de son programme votée en congrès en bonne et due forme. Le congrès programmatique de mars 2011 a voté pour une réduction de 40% des gaz à effet de serre (GES) d'ici 2020 — en rupture avec les 25% du PQ et 20% des Libéraux — par rapport à 1990 et de 95% d'ici 2050 avec disparition de l'usage des énergies fossiles d'ici 2030. Il a voté le renoncement aux moyens du capitalisme vert (bourses et taxe du carbone, agrocarburants, stockage du carbone, géo-ingénierie, nucléaire), ce qui le démarque nettement des PQ/PLQ/ADQ.

Le congrès a voté l'interdiction des lock-out et le droit à la grève politique et à la grève de solidarité. En ce qui concerne les fermetures de lieu de travail et les congédiements massifs, « *[u]ne mise à pied importante ou une fermeture d'entreprise devront être étudiées et approuvées ou refusée par une instance gouvernementale...* ». On reconnaît « *le droit aux employés de former une coopérative en cas de délocalisation de l'entreprise sans indemnisation à l'employeur. [...] De plus, ces entreprises devront restituer les fonds de pension accumulés par les employés concernés.* » Dans le secteur de l'énergie, des mines et des forêts, le congrès a voté que « *les entreprises du domaine de l'énergie [...] l'industrie minière [...] l'industrie forestière devrait être placée sous contrôle public (participation majoritaire de l'État)...* »

Le communiqué de presse (Site de Québec solidaire, [27/03/11](#)) et la conférence de presse suivant le congrès ne mentionnaient aucun de ces points. Six mois plus tard, la direction du parti, son site compris, reste complètement silencieuse sur tous ceux-ci. Attend-elle un événement conjoncturel pertinent pour les révéler un à un, ce qui ne serait pas une excuse à cette grave entorse à la démocratie qui soumet la souveraineté du congrès, l'instance suprême du parti, à la discrétion de la direction. N'aurait-il pas été pertinent de suggérer la possibilité de grèves de solidarité au moment du lock-out des postiers... que notre programme interdit ? Au début juillet 2011, le PLQ a confirmé son parti-pris pour un marché du carbone (Le Devoir, [7/07/11](#)). Malgré un clair rejet de cette solution par le congrès, de même que de l'objectif Libéral de réduction des GES de seulement 20% d'ici 2020, la direction de Québec solidaire n'a rien rétorqué, tout comme le PQ.

Tout l'été, les problèmes de transport de Montréal ont défrayé la manchette. En juillet et août, le PQ a émis huit communiqués de presse nationaux sur le sujet stigmatisant l'inéptie des Libéraux. La direction de Québec solidaire (et l'exécutif montréalais) est demeurée muette comme une carpe à propos de ce cauchemar pour les navetteurs utilisant les ponts de l'Île de Montréal. Pourtant, non seulement le congrès de mars avait-il voté une ligne générale sur le sujet du transport public mais le Comité de coordination de la région de Montréal avait élaboré une prise de position spécifique concernant la crise de l'échangeur Turcot et du pont Champlain, sa priorité régionale, position enfouie sans tambour ni trompette dans le site du parti ([25/06/11](#)).

La direction de Québec solidaire se targue de dénoncer le *free mining* (communiqué du [23/08/11](#)). Elle tait la position tranchée du congrès sur la prise de possession majoritaire des mines par l'État... position jamais publiée. À la mi-juillet, la compagnie IQT Solutions fermait sauvagement ses trois centres d'appel au Canada

dont deux au Québec. La direction de Québec solidaire n'a pas trouvé mieux que de verser dans le populisme dénonciateur... et de se féliciter de l'intervention de la ministre du Travail Libéral (site de Presse-toi-à-gauche, [18/07/11](#)) ignorant totalement les résolutions programmatiques du congrès sur la nécessité d'un accord gouvernemental, de la possibilité d'expropriation sans indemnisation si les travailleuses congédiées auraient voulu former une coopérative, de l'obligation de remettre à l'État le fonds de pension... résolutions jamais rendues publiques.

En plus de l'omerta sur les éléments antilibéraux et anticapitalistes du programme — on finira bien par les publier en catimini dans l'onglet « *Publications* » et non dans l'inexistant « *Programme* » de la même manière qu'on l'a fait pour les résolutions programmatiques du congrès de novembre 2009... un an et demi plus tard — la direction de Québec solidaire a développé un système sophistiqué pour s'assurer qu'aucune revendication « choquante » n'indispose les monopoles médiatiques (voir le paragraphe « *Le système des filtres qui change le vin en eau* » de [mon bilan du congrès de mars 2011](#)).

On ne peut qu'appréhender le contenu de cette plate-forme électorale qu'est en train de concocter un comité de six personnes entièrement nommé par les structures dirigeantes. Cette démarche exclusivement haut en bas contredit complètement celle partiellement bas en haut du programme. Que restera-t-il des éléments antilibéraux et anticapitalistes du programme qui pourraient être écartés sous prétexte que « *la période d'application [de la plate-forme] couvre la durée d'un mandat de gouvernement...* » ? Par contre, contrairement au programme, on peut être certain que son contenu sera publicisé haut et fort.

La direction sociale-libérale de Québec solidaire a pour l'instant réussi à mater sa base antilibérale et anticapitaliste. D'une part, elle s'incline devant l'efficacité du vedettariat entretenu en toute connaissance de cause par les monopoles médiatiques. D'autre part, et surtout, elle est phagocytée par une série interminable de défaites, dont les dernières en date sont celle de l'ensemble du secteur public québécois durant l'été-automne 2010 (voir [l'entrevue d'une militante de la FSSS](#) sur mon site) suivie de celle fulgurante du syndicat des postiers de juin 2011 ([Was CUPW Defeat Inevitable?](#), blog du New Socialist Group), désespérante façon de commencer et de terminer une année socio-politique.

Perspective d'unité combative étudiant-travailleur comme au Chili

Décidément, anticapitalisme et anti-libéralisme semblent hors de portée et laissent la place au plat « réaliste » réformisme — réforme du capitalisme et non pas lutte pour les réformes — dont la « troisième voie » est non seulement complètement bouchée mais qui doit s'écraser devant le bulldozer de l'austérité néolibérale. Pourtant, le patient populaire donne des signes de vie, il s'accroche.

Côté rue, une amorce de mobilisation étudiante contre la hausse des frais de scolarité pourrait déboucher cet automne sur de grandes mobilisations et, qui sait, des occupations et même avant la fin de l'année scolaire sur une grande grève étudiante prolongée à la mode ce celle du printemps 2005. Cependant, le mouvement syndical, dont le secteur public était pourtant mobilisé pour ses propres fins de convention collective, avait refusé de s'y joindre avec le résultat que la montagne gréviste accoucha d'une souris, et laissa un goût amer en termes de coût-bénifique, pendant que les syndicats du secteur public se laissèrent écraser sans

combat par la loi spéciale Libérale de retour au travail en décembre 2005. Des enseignements peuvent être tirés de cette grève étudiante qui fut la plus importante au Québec.

Ce fut l'association étudiante la plus petite mais la plus radicale, l'ASSÉ, qui initia la grève obligeant les deux plus importantes associations pro-PQ à lui emboîter le pas. Il est cependant vrai, qu'une fois après avoir joint le mouvement, les deux organisations pro-PQ prirent le contrôle des négociations et acceptèrent une entente minimaliste suffisante pour empêcher la contre-réforme gouvernementale mais non pour modifier le statu-quo, tout en ne liant pas la grève étudiante à celle en cours des enseignantes, ce pour quoi toutefois les directions syndicales portent la principale responsabilité. En ce sens, le manque d'unité devint un problème qui conduisit à un bilan mitigé : pourquoi une grève si longue et si large pour si peu ?

On se dit que cette fois-ci les bases combattives des deux associations principales exigeront des directions de la FEUQ et de la FECQ, qui ont initié le mouvement avec leur campement et organisent une grande manif en novembre, resteront dans la rue sans concertation secrète en haut lieu jusqu'au retrait des faramineuses hausses de frais de scolarité. On se dit aussi que la base de l'ASSÉ, en retard de mobilisation semble-t-il, poussera sa direction vers l'unité combattive des trois associations particulièrement pour la manif du 10 novembre sans que celle-ci ne se transforme en exutoire sans lendemain, tactique bien connue des directions syndicales, mais en étape vers des actions de masse plus radicales genre occupation, blocage et grève.

Toutefois, le succès possible d'une grande mobilisation étudiante, parce qu'elle vise au cœur la nouvelle offensive néolibérale post sauvetage des banques et du système, dépend en dernière analyse de sa liaison combattive avec le mouvement social, en particulier le mouvement contre les budgets de coupures, de tarification et de privatisation des gouvernements Libéral et Conservateur. Cette mobilisation, regroupant l'Alliance sociale des centrales syndicales et, justement, des deux principales associations étudiantes et la Coalition populaire contre la tarification et la privatisation, s'était amorcée en grande au printemps dernier avec la manifestation du 12 mars réunissant 50 000 personnes. Malheureusement, comme c'est la coutume chez les bureaucraties syndicales et populaires, il n'y eut pas de lendemain même à l'occasion des élections fédérales dont le résultat inattendu braque les espoirs du côté institutionnel.

Ce serait oublier la majorité des Conservateurs et la réalité des gouvernements NPD du Manitoba et de la Nouvelle-Écosse dont les politiques budgétaires ne sont pas différentes de celles de Québec et d'Ottawa. Si la vague orange au Québec est un puissant symbole signifiant la volonté populaire d'un virage à gauche, elle est aussi une terrible porteuse d'illusions par rapport au NPD fédéral social-libéralisé depuis longtemps. (voir le chapitre « *La grande illusion d'un NPD de gauche et pro québécois* » de mon essai « [L'élection fédérale de 2011...](#) » sur mon site). Cependant, par la force des choses et non par choix, elle est l'occasion pour les gauches antilibérales et anticapitalistes québécoise et canadienne de faire des liens organiques, à l'heure actuelle quasi inexistant, dans le cadre d'un pôle critique au sein du NPD dont la base pourrait être l'actuel Caucus socialiste.

Cette possibilité reste subordonnée à l'adhésion en masse et souhaitable du prolétariat progressiste québécois (et canadien) au NPD devenu pour le moment un espace politique de jonction à gauche des *deux solitudes*. C'est là un grand risque politique certes mais devenu moins pire que l'adhésion prolétarienne au PQ car c'est

un virtuel signal de gauche qui rend possible une compréhension anti-oppression de la question nationale à laquelle adhère le Caucus socialiste. C'est aujourd'hui la seule opportunité réellement existante pour qu'un jour cette jonction se fasse dans la rue à travers les mouvements syndical et populaire, par exemple contre le budget Harper (et autres politiques) comme en 1976 elle s'était très momentanément faite contre le gel des prix et des salaires du gouvernement Trudeau.

En attendant cette heure bénie canadienne, le mouvement étudiant québécois bouge. Si on doute de l'efficacité possible d'une mobilisation étudiante relayée par le mouvement syndical et populaire, on aurait intérêt à regarder du côté du Chili où la jonction des deux mouvements dans la rue vient de donner lieu à la plus importante manifestation depuis le renversement du dictateur Pinochet suite à une grève générale de deux jours précédée de trois mois de mobilisation étudiante. Rien ne dit pour autant que les buts des uns et des autres seront atteints mais le gouvernement de droite est certainement sur la défensive pendant que le principal parti de l'ancien gouvernement dit de gauche, la Concertation, bat sa coulpe pour sa gouvernance de droite ([Travailleurs et étudiants dans la rue](#), Courrier international, 26/08/11).

Au Québec, une telle unité étudiant-travailleur, qui souvent se limite aux grandes villes, pourrait déborder sur l'ensemble du territoire si la jonction se faisait avec les mouvements contre le gaz et le pétrole de schiste et ceux contre le *free mining* lesquels semblent vouloir durer, imperméables à la pseudo consultation du BAPE et aux réformettes Libérales, s'unifier et même pénétrer Montréal et Québec par leurs manifestation, par exemple en juin, et campement devant le parlement.

On compte, pour y arriver, avant tout sur l'ardeur et l'écœurement de la jeunesse, comme c'est le cas pour les soulèvements dans les pays de la Méditerranée, dont le taux de chômage au Québec (environ 14%) est le double de celui de la population adulte et à qui on impose les emplois précaires et les clauses orphelins (ex. Poste Canada). Reste qu'il faut que le mouvement syndical et la gauche politique — allo direction de Québec solidaire — poussent dans cette direction et s'y solidarisent quand il démarrera. Peut-on compter avec le nouveau président de la CSN qui déclare « *évalu[er] la possibilité d'une grève sociale sur les orientations économiques et budgétaires du gouvernement Charest* » (Aut'Journal, juillet-août 2011), ce qui serait se dédouaner de la capitulation de juin 2010 ?

Référendum d'initiative populaire rime avec projet de société

Cette jeunesse scolarisée, révoltée par l'austérité néolibérale dont elle est la première atteinte, est bien sûr aussi la première à être concernée par l'avenir du Québec. Sur la base de sa propre contestation organisée par sa propre organisation étudiante, entraînant ses éventuels alliés du mouvement social, saura-t-elle irriguer de ses préoccupations sociales, antilibérales et parfois anticapitalistes, ces États généraux de la mouvance indépendantiste qui s'annoncent et qui seraient les bienvenus ? Bien sûr, il faudra aborder l'organisation de la démocratie, tant des États généraux eux-mêmes et de leurs suites que du Québec libéré de la mainmise d'Ottawa, de Bay Street et de Wall Street. Saura-t-on prendre exemple sur les révoltes démocratiques en cours, en panne ou en préparation du monde méditerranéen tout en cherchant à en surmonter les limites ? (voir l'annexe I ci-contre)

En l'état actuel des choses, ces États généraux laissent voir une stérile foire d'empoigne entre indépendantistes tendant vers l'élection référendaire pour sa fraction *purzédure* et partisans de la gouvernance tendant vers le référendum à l'horizon infini. La faiblesse électorale des uns et des autres obligent les deux camps, pendant que les nationalistes fédéralistes se détachent à toute vitesse du peloton, à tendre à l'unité. Leur reste à se disputer pour l'initiative de la convocation. La reprise de la dissidence au sein du PQ a rendu caduque la tournée citoyenne de la chef péquiste comme alternative aux États généraux. Elle s'en remet à son allié beau parleur, le président du Conseil de la souveraineté (CSQ), bien discrédité depuis sa dommageable sortie intempestive lors de la dernière élection fédérale.

Les indépendantistes du Nouveau mouvement pour le Québec (NMQ) lui opposent leur allié Cap sur l'indépendance. On comprend que ces derniers, sans parti, voient les États généraux comme une bouée de sauvetage alors que seul une recrudescence de la crise au sein du PQ, elle-même fonction des sondages, saurait infléchir la chef du PQ. On s'imagine une convocation conjointe à laquelle la direction de Québec solidaire pourrait contribuer en monnayant sa présence au sein du CSQ.

En attendant, la chef péquiste trouvera le moyen de rejeter sur les indépendantistes un éventuel échec. Elle sait que la bande des quatre, de plus en plus divisée cependant, vise sa tête, et son orientation, pour pouvoir retourner au bercail la tête haute. Elle préfère jouer sur leurs divisions espérant en dévoyer l'un ou l'autre contre quelques concessions. Sans doute que le référendum à initiative populaire (et l'élection à la proportionnelle) n'en font pas parti mais le député tire-au-flanc Bernard Drainville a lancé le pavé dans la mare avec la sympathie de quelques autres députés, de Pierre Curzi et du SPQ-libre. L'astuce est digne de Jacques Parizeau : tablez sur les aspirations populaires profondes pour la démocratie à la base, surtout chez la jeunesse, et sur son corollaire, la méfiance envers les politiciens professionnels.

Remarquons que plusieurs éléments de cette réforme démocratique (référendisme / présidentielisme / demi droit de rappel / élections à date fixe / vérification des comptes / vote libre) sont typiquement étasuniens même si quelques uns vont plus loin (proportionnelle, reddition de compte, plafonnement des dons). Mais aucune proposition ne touche la démocratie sociale (droits syndicaux, droits de grève, lock-out, financement statutaire des groupes populaires) qui facilite la contestation et encore moins les droits sociaux (droit au travail, à un revenu minimum garanti, à l'éducation, à la santé et aux garderies) qui donnent la disponibilité d'esprit et le temps de participer aux affaires de la cité.

Les référendums à initiative populaire sur la souveraineté (disons à la demande de 15% de l'électorat) et sur le mode de scrutin sont de nature à rallier les deux camps tout en masquant les chausse-trape et envoyant sous le tapis les problèmes de fond. La fraction *purzédure* des indépendantistes y verra un référendum possible dans le premier mandat et la direction péquiste la possibilité de se laver les mains de toute l'affaire à la Ponce-Pilate. Plus prosaïquement, sans mouvement de masse pour l'imposer, la nécessité de voter une loi sur les référendums introduirait une nouvelle étape sans compter la difficulté inhérente à la démarche elle-même car aucun politicien professionnel n'aime laisser aux mains du peuple une telle bombe politique tellement leur métier est de contrôler la colère populaire au bénéfice de la stabilité bourgeoise quitte, quand il le faut, « à tout changer pour que rien de change ».

Quant à Québec solidaire, l'oublié de ce débat, il peut difficilement s'opposer à une démarche corroborant sa « déclaration de principes » (« *La politique doit être repensée dans le sens d'une démocratie participative...* » même si elle ne correspond pas à sa stratégie électoraliste et étapistes et à son régime de cachotterie programmatique aux antipodes de la démocratie participative proclamée.

Le piège à ours d'une telle démarche est que le camp des *purzédurs*, moyennant quelque événement provocateur dont les *Quebec bashers* ont le secret, pourrait bien obtenir la tenue d'un référendum qui faute d'une direction politique crédible avec un projet de société résolument antilibéral et indépendantiste irait vers une troisième défaite avec toutes les conséquences politiques et sociales désastreuses que l'on peut imaginer. Car référendum d'initiative populaire rime avec *projet de société*

Le référendum de 1995 : une « lutte de classe »

Le problème de fond reste le fameux *projet de société*, avec lequel le PQ de Jacques Parizeau avait flirté d'une façon manipulatrice et récupératrice en 1995 — la Commission nationale sur l'avenir du Québec qui avait reçu 6 000 mémoires impliquant 50 000 personnes — tellement il se rendait compte de sa nécessité pour gagner. Cependant, le chef du nouveau Bloc québécois et ancien ministre Conservateur, fort de l'impressionnante percée de ce parti lors de l'élection fédérale de 1993 — le Bloc forme l'opposition officielle en réaction au rejet de l'accord du lac Meech mais aussi de l'Accord de libre-échange avec les ÉU — et auréolé par sa lutte contre une foudroyante maladie souvent mortelle, voit d'un mauvais œil cette tactique populiste de gauche.

L'état-major péquiste/bloquiste imposa à l'indépendantiste Parizeau, mais aussi politicien grand bourgeois sensible aux compromis centristes, un tournant à droite pour compenser son opportuniste gauchisme. On lui imposa d'abord le report du référendum du printemps à l'automne, de sorte de casser la lancée de la consultation populaire sur l'avenir du Québec, puis le pacte, en juin 1995, de la « *souveraineté-partenariat* » avec le Bloc de Bouchard et l'ADQ de Dumont.

« [Lucien Bouchard] *lui demande d'offrir un partenariat au Canada et de tenir deux référendums avant de faire la souveraineté, soit la démarche de 1980. Furieux, Jacques Parizeau affirme qu'il ne veut surtout pas que la souveraineté devienne conditionnelle à une entente avec le Canada.*

“ Mes discussions avec M. Bouchard – comme avec les autres d'ailleurs – ne vont pas durer très longtemps. Pour une raison qui est tout à fait simple: ça fait plusieurs années que je prépare une démarche incompatible avec celle qu'ils me proposent. [...] Je veux faire un référendum pour réaliser la souveraineté du Québec, pas pour obtenir l'autorisation de négocier. Je veux la faire!” - **Jacques Parizeau** » ([Point de rupture](#), site web de Radio-Canada)

Il en résulta un début de campagne référendaire perdant pour le camp de Oui jusqu'à ce que

« ...le vent [tourne] en faveur du Oui à partir de l'affaire Garcia [alors PDG de Standard Life] – qui avait déclaré vouloir «écraser» les séparatistes – et nous ajouterions que la mobilisation populaire s'est amplifiée quand Parizeau a adopté ce que Lysiane Gagnon avait qualifié à l'époque de discours de "lutte de classe." » (L'aut'courriel n° 58, 9 avril 2004, commentant le livre de Pierre Duchesne, *Jacques*

Parizeau, Biographie non autorisée, 1985-1995, Tome III, *Le Régent*. Éditions Québec-Amérique.

De nouveau paniqué, l'état-major du camp du Oui imposa le remplacement de Parizeau par Bouchard le 7 octobre en pleine montée des sondages pour le Oui (Pierre Drouilly, [Indépendance et démocratie](#), page 263, graphique 2) pour revenir au discours « *souveraineté-partenariat* » de la question officielle suffisamment pour que le Oui baisse en toute fin de campagne et perde par la peau des fesses.

On devine avec quel zèle les analystes patentés, depuis ce temps, attribuent à Bouchard la remontée du Oui alors que celle-ci ne fait que continuer l'élan « *lutte de classe* » (et en tenant compte que la date de publication des sondages reflète des entrevues dans la semaine précédente) avant que le discours soporifique de la souveraineté-partenariat commence à faire effet dans les derniers jours de la campagne. Par contre, ces mêmes analystes mentionnent rarement l'impact de la consultation sur l'avenir du Québec et encore moins la montée au front des grands chefs d'entreprise durant la campagne référendaire, contrastant avec l'appui au Oui par l'écrasante majorité du mouvement syndical et populaire.

De même, la fraction *purzédure*, qui non plus ne veut rien savoir d'une interprétation « *lutte de classe* » attribue la défaite référendaire au *love-in*, qui, s'il a servi la cause du Non, de même que le vulgaire non-respect des plafonds de dépenses de la loi référendaire par le camp du Non, ce n'est que parce qu'il a pu profiter du discours lénifiant de Bouchard. Quant aux manœuvres sordides d'Immigration Canada et aux fausses inscriptions, elles valaient bien le zèle des partisans du Oui pour le rejet des bulletins favorables au Non. Il y a, il me semble, une espèce d'urgence à faire connaître une analyse gauche indépendantiste du référendum de 1995 et non pas nationaliste, canadienne ou québécoise, de droite ou de gauche.

Mouvement du pendule entre indépendance et « projet de société »

On comprend que pour la bourgeoisie, fédéralistes et indépendantistes, il ne faut absolument pas que l'éternel débat sur la question nationale se convertisse en débat centré sur la question sociale, ce à quoi aboutirait une analyse pertinente du déroulement du processus référendaire de 1995. La fraction québécoise de la bourgeoisie ne veut rien savoir d'un troisième référendum. Québec Inc. est de plus en plus canadianisé/mondialisé (Bombardier, SNC-Lavalin, Quebecor et même Desjardins). L'intensification de la concurrence mondiale l'oblige à la fois au durcissement des politiques néolibérales et à la nécessité d'être soutenue par un État relativement puissant dans le cadre du dit *libre-échange* pour la défense de ses intérêts.

Ce tabou bourgeois restreint la question nationale au terrain constitutionnel. Comme la petite-bourgeoisie souverainiste, dont le PQ est le parti, ne saurait sortir de l'orbite bourgeoise, elle s'y confine aussi. Toute aventure à la Parizeau lui est désormais interdite. Ne reste que le minimum vital de la « *gouvernance souverainiste* », une coche au-dessus de « *l'affirmation nationale* » de l'après René Lévesque qui avait précipitée une crise existentielle du PQ. Reste que la *gouvernance* est trop peu pour les partisans de l'indépendance, mais encore trop risquée pour la bourgeoisie d'où l'émergence de la CAQ.

La gauche des indépendantistes hors Québec solidaire, orpheline ou non du PQ, semble toutefois perméable à la question clef du *projet de société* :

« L'objectif principal des États généraux devrait être de remettre l'indépendance au cœur du débat public en association avec nos défis de société. [...] ...comment, l'indépendance nous permettrait une véritable politique de développement durable et d'indépendance énergétique; comment la démocratie québécoise pourrait se développer davantage dans un Québec indépendant; comment le Québec français et l'intégration des immigrants pourraient être consolidés; comment nous pourrions mieux travailler à une autre mondialisation axée sur la solidarité sociale. » (Gilles Paquette et Pierre Dubuc, respectivement coordonnateur de Cap sur l'indépendance et secrétaire du SPQ libre, [Des États généraux pour remettre l'indépendance au cœur des vraies affaires](#) », 1/09/11)

Le camp indépendantiste s'agite mais sans comprendre la profondeur de la transformation sociale pour laquelle l'indépendance reste populaire. Il y a là du petit-bourgeois aspirant à se substituer à la bourgeoisie en utilisant l'appareil d'État pour gouverner tel quel un p'tit Canada. Ce camp devient d'autant plus vociférant que les politiques néolibérales affaiblissent l'État et précarisent cette couche sociale. Tout au plus, son aile gauche comprenant la synergie potentiellement gagnante avec le projet de société, consent-elle au mieux à une tactique ouverture sociale-libérale.

Tout comme le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) avait tactiquement emprunté au Parti socialiste du Québec (PSQ) du début des années 60 son programme social-démocrate pour mieux lui damer le pion aux élections de 1966 où il avait obtenu près de 6% des suffrages et le PSQ des poussières. Le RIN avait compris qu'un Québec prolétarisé et urbanisé dans le sillage du mouvement mondial de libération nationale d'alors aspirait à un indépendantisme qui rompt avec le conservatisme social tandis que le PSQ n'avait rien compris à l'aspiration indépendantiste de ce Québec rajeuni par les *baby boomers*. Le PQ des origines, avec son « *préjugé favorable aux travailleurs* » et sa politique de promotion du coopératisme, avait compris qu'électoralement il fallait garder quelque chose de ce tournant... jusqu'à ce que les écailles tombent des yeux du prolétariat lors de la réduction des salaires de 20% du secteur public en 1982 inaugurant le *nouveau PQ* néolibéral.

La présidente-porte-parole (PPP) de Québec solidaire semble aussi ouverte à l'idée du projet de société quoique sur le bout des pieds : « *...on devra parler non seulement de la démarche pour accéder à la souveraineté, mais du sens même de la souveraineté aussi.* » ([Mouvement souverainiste — Marois envisage des états généraux](#), Le Devoir, 29/08/11). Les chefs de file idéologiques de la gauche antilibérale sont plus clairs... mais dans le sens du mouvement de pendule entre question sociale et question nationale : « *Le pays auquel des jeunes, des femmes, des immigrants, des communautés de régions marginalisées et d'autres rêvent est un "projet de société", beaucoup plus donc qu'un "acte constitutionnel" ou une séparation d'avec le reste du Canada.* » (Pierre Beaudet et François Cyr, [Pas d'avenir pour le PQ](#), Le Devoir, 27/08/11).

Le projet de société auquel aspire le peuple québécois est bien un projet politique et non pas une vertueuse déclaration de valeurs ou de principes constitutionnalisés. Il s'agit de régler des problèmes concrets liés aux crises économique, écologique et démocratique. C'est bien aussi le projet de société d'un Québec indépendant. Il ne s'agit pas de rêver à un retournement de conjoncture quitte à prendre les vessies pour des lanternes à la mode de la grande majorité de la gauche anglophone. Malgré la crise aiguë du camp indépendantiste et le profil bas de Québec solidaire sur le sujet, l'option souverainiste se maintient à près de 40% ([sondage Crop](#), août 2011).

L'aspiration à l'indépendance dut-elle s'effondrer, particulièrement chez la jeunesse, suite aux effets conjugués des coups de boutoir des crises et de la confusion ou de la capitulation du camp indépendantiste, que la possibilité d'une brèche révolutionnaire réellement existante, non seulement pour le Québec mais aussi pour le Canada, aurait disparu pour être remplacé par rien (Voir le chapitre « *Le Canada, une prison "dorée" des peuples que seul le Québec a la force de briser* » de mon essai « [L'élection fédérale de 2011...](#) » sur mon site)

L'humain ne vit pas que de pain, il vit aussi de dignité

La gauche antilibérale comprend la nécessaire rupture sociale pour conquérir l'indépendance. Si la leçon du référendum de 1995 ne suffit pas, le bilan de la grande mobilisation de la période 1966-1976 le démontre on ne peut plus clairement. Libération nationale et libération sociale y étaient substantivement liées sans que l'un n'instrumentalise l'autre. Les manifestations linguistiques irriguaient les grèves et vice-versa. Toutefois, il n'y avait ni coordination ni convergence entre ces deux volets. Pour cela, il aurait fallu la direction d'un parti anticapitaliste et indépendantiste, que le PSQ aurait pu être, d'où la hâte de la bourgeoisie, dès le décollage de l'étape prolétarienne de la dite révolution tranquille en 1966, à lui substituer le PQ, issu de l'aile nationaliste des Libéraux, avant que ne se coagule un parti de gauche autour d'un PSQ qui essayait de renaître de ses cendres à la fin des années 60. La gauche antilibérale d'aujourd'hui garde du PSQ des origines ses réticences envers l'indépendantisme tout en ayant accepté, de bon ou de mauvais gré, la réalité incontournable du mouvement indépendantiste. Reste à comprendre les racines de ce freinage qui continue à être la cause première de sa marginalité politique.

On pourrait qualifier d'économisme la tendance de la gauche antilibérale à sous-estimer les enjeux liés à la hiérarchie sociale, aux dominations de toute sorte menant à autant d'oppressions dont, bien sûr, celle nationale. Comme le dit l'adage, l'humain ne vit pas que de pain. Il vit aussi de dignité, ce qui manifeste son aspiration à l'égalité et à la liberté, enracinée dans l'histoire de l'homo sapiens, au niveau de l'ensemble des rapports sociaux et pas seulement du revenu, une très récente émanation liée au développement de la marchandise. Cette aspiration va au-delà du genre, de la nation et de l'âge. Plus généralisée est l'oppression prolétarienne, celle engendrée par la dictature du patronat sur le lieu de travail où il n'est jamais question de la moindre démocratie quelle qu'elle soit.

Cette oppression est au Québec (et ailleurs) presque complètement occultée et par là profondément enfouie dans le subconscient prolétarien, plus même que celle des femmes mise en évidence par leur visible mouvement de libération. La chance du prolétariat québécois, et jusqu'à un certain point des femmes et de la jeunesse du Québec, est de pouvoir sublimer cette aspiration sur le terrain national où la lutte n'a jamais cessé depuis la conquête de 1760, avec des hauts (la révolte des Patriotes, le soutien à la rébellion Métis et à Louis Riel, les luttes contre les conscriptions de 1917 et de 1942, la révolution tranquille prolétarienne 1966-76, les référendums de 1980 et de 1995) et des bas (l'Union, la Confédération, la grande noirceur, la période actuelle que le recul historique permettra peut-être de qualifier un jour).

Si, au Québec, l'oppression nationale sert d'exutoire à la panoplie des oppressions, elle n'en pas moins préminente pour autant. Citons les exemples les plus récents

du récurrent *Quebec bashing* : exigence de reddition de compte sur la passé politique des nouveaux élus québécois du NPD, facilitée il est vrai par l'incohérence de la chef intérimaire du NPD, nomination du nouveau directeur des communications unilingue et anti-francophone des Conservateurs, retour à la dénomination « *royal* » pour les forces militaires.

Ces épiphénomènes de l'été reposent sur le substrat fondamental du refus constitutionnel de la reconnaissance nationale du Québec que ne peut masquer la farce déclaratoire des Conservateurs et autres bonbons. Le refus cadencé de toute négociation à cet égard se superpose à l'imposition d'une Constitution et d'une Charte anti français, base du charcutage de la loi 101, et anti droits collectifs que le gouvernement québécois, tous partis confondus, a systématiquement refusé de ratifier après qu'elle lui fut imposé lors de la nuit des « longs couteaux » en 1982. Pour ajouter l'insulte à l'injure, la majorité du peuple canadien a même refusé par référendum l'inacceptable compromis de Charlottetown en 1992, dont le succédané de la « *société distincte* », que le peuple québécois a aussi eu la perspicacité de majoritairement rejeter pour s'éviter une autre humiliation historique.

Indépendance = rupture de l'ordre social

L'économisme de la gauche antilibérale qui l'a conduit à marginaliser l'importance stratégique de la lutte pour l'indépendance nationale conforte son réformisme inhérent qui l'amène à redouter les basculements de l'histoire. Faire de l'indépendance la clef de voûte d'un programme antilibéral serait immédiatement indiquer une stratégie de rupture de l'ordre social. Or les antilibéraux veulent certes un rejet du capitalisme mais sans rupture, par la voie électorale, tout au plus avec de la mobilisation sociale en appoint. Pour les antilibéraux, la rupture serait ou utopique, surtout en ces temps de morosité, ou dangereuse car menant au cul-de-sac du *socialisme du XX^{ie} siècle*.

Économisme et réformisme ont finalement comme conséquence le réductionnisme face à la question nationale. Elle peut difficilement devenir la grande perspective qui anime les luttes sociales et qui pourrait même devenir leur but si elles franchissaient un certain seuil et si elles convergeaient. Faute d'être liée aux luttes sociales réellement existantes contre les politiques néolibérales, y compris celles qui ratatinent l'usage du français, la lutte pour l'indépendance se confine au seul terrain constitutionnel où il ne reste plus aux antilibéraux qu'à se démarquer de la petite-bourgeoisie péquiste par le seul radicalisme démocratique limité au cadre institutionnel.

Ce réductionnisme devint manifeste dès la fondation de l'Union des forces progressistes (UFP) en 2002. En toute fin de la plate-forme, on y disait explicitement que « *[l]'*indépendance n'est pas une fin en soi pour ceux et celles qui en font la promotion, mais un moyen pour réaliser notre projet de société. ». Ce fut pire avec Option citoyenne qui tarda à appuyer l'indépendance jusqu'à la toute fin de son existence et qui le fit sur des bases encore plus floues que l'UFP : « *...l'objectif majeur du mouvement politique reste la recherche du bien commun. La souveraineté n'est donc pas un but ultime pour Option citoyenne.* » ([TVA/LCN](#), 22/10/05). Dans sa plaquette « *Bien commun recherché* », sa fondatrice, aujourd'hui PPP de Québec solidaire, refusait de prendre parti pour l'indépendance.

Faut-il se surprendre que la fusion de ces deux organisations pour donner Québec solidaire au début de 2006 ait poursuivi dans la même ligne. Dans le dernier point de sa Déclaration de principes, il est dit : « *Sans être une garantie, elle est un moyen de fournir au Québec les outils nécessaires pour réaliser son projet de société...* ». Étant donné un indépendantisme populaire qui ne se dément pas, Québec solidaire a dû se résigner à revendiquer l'indépendance... après le laborieux ralliement d'Option citoyenne et de sa présidente, après l'acceptation non sans un chaud débat du terme « *indépendance* » au même titre que « *souveraineté* » au premier congrès programmatique de Québec solidaire en novembre 2009. Épuisé par ce débat et celui sur le voile islamique — démontrant l'existence d'un courant identitaire à relent anti-islamique dans le parti, sous le vernis du laïcisme et du féminisme, lequel courant heureusement ne passa pas la rampe — le congrès vota à la va-vite sa stratégie d'accès à l'indépendance et le principe d'une campagne pour la populariser, laquelle aura lieu cet automne et cet hiver.

Assemblée constituante de la rue, négation de l'étapisme électoraliste

Cette stratégie se limite strictement au terrain institutionnel et vise uniquement un changement constitutionnel. Elle se différencie de celle (non-existante) du PQ par un approfondissement de la démocratie formelle : une Assemblée constituante élue à la proportionnelle à parité femme-homme dans le cadre d'une symphonie électoraliste, soit l'élection d'un gouvernement Solidaire (et alliés), l'élection de la Constituante, le référendum. Voilà ce qui s'appelle un super etapisme électoraliste. Et on oublie l'étape d'un vote d'une législation sur la Constituante et sur la consultation populaire, laquelle n'a rien d'automatique. Le rôle de la mobilisation sociale ne peut être ici qu'un soutien sans jamais imposer sa propre dynamique qui ruinerait la séquence électoraliste. On devine le contrôle bureaucratique.

On plaidera l'approche de l'Assemblée constituante en invoquant le grand nombre de soulèvements populaires récents (Bolivie, Équateur) ou en cours (Égypte, Tunisie, Chili) qui ont inclus cette revendication dans leurs exigences. Justement, cette demande est issue de grandes mobilisations qui combinent revendications démocratiques et sociales et dont celle sur l'Assemblée constituante procède d'évidentes réalités sociales et historiques telles le renversement de dictatures, le remplacement d'une constitution dictatoriale ou l'intégration des nations autochtones. Cela est aussi vrai pour le Québec à condition qu'on parle d'une Assemblée constituante pour un Québec indépendant et non pas pour en décider, ce qui est du ressort d'un mouvement social.

Pour donner l'exemple du plus récent soulèvement au Chili, le mouvement étudiant mobilisé, en plus de l'éducation gratuite, revendique « *[la] tenue d'une Assemblée constituante pour promouvoir une véritable démocratie, [la] renationalisation du cuivre ou encore la réforme fiscale [et que] l'avenir du système éducatif soit soumis à un référendum (pourtant interdit par la Constitution).* » (Victor de la Fuente, « [En finir \(vraiment\) avec l'ère Pinochet](#) », ESSF, 24/08/11). Quand il y a reflux, et encore plus en dehors de toute mobilisation de grande ampleur, la revendication isolée de l'Assemblée constituante joue le jeu de l'ennemi :

« *Non seulement le gouvernement transitoire [de Tunisie] n'est pas démocratique, mais nous nous dirigeons vers une situation où l'ancien régime pourrait se rétablir à l'issue des élections à la Constituante, prévues pour l'instant pour le 24 Juillet.* » (François Amaël, [Reprise des manifestations en Tunisie : vers une deuxième révolution ?](#), 14/05/11, ESSF)

Pensons à tous ces regroupements indépendantistes qui proposent des simulacres d'assemblées constituantes nommées et/ou contrôlées par le Parlement donc le parti (ou la coalition) au pouvoir. Le PQ lui-même s'y est mis lui qui, selon son programme « *[c]réera une assemblée constituante à laquelle seront conviés à siéger tous les secteurs et les régions de la société québécoise ainsi que les nations autochtones et inuites du Québec afin d'écrire la constitution d'un Québec indépendant.* » Au moins s'agit-il de la constitution d'un Québec indépendant !

Immanquablement, cet étapisme électoraliste hors de tout mouvement social ne peut faire autrement que de tomber dans l'ornière de la bonne gouvernance fédéraliste qui hante le PQ. Pense-t-on vraiment que pendant qu'on délibère pendant des années, Bay Street et Wellington Street regarderont le train passé sans « *coup de la Brink's* » causant des « *turbulences* » (Pauline Marois) et sans intervention militaire à la 1970 ou à la 1980 causant un « *trou noir* » (Jean Charest) ? Pour conjurer le danger, la direction de Québec solidaire raccourcit les étapes : l'Assemblée constituante se rassemblera six mois après l'élection et durera dix-huit mois tout en se combinant au processus de consultation du grand public puis viendra immédiatement après le référendum qui portera sur deux questions soit la constitution proprement dite et le statut constitutionnel (Présentation verbale d'Amir Khadir de la campagne « *Pour un pays de projets* »). Voilà une course à obstacle où les chances de trébucher sont légions pour aboutir à une constitution qui pourrait s'adapter indifféremment au fédéralisme ou à l'indépendance !

Voilà à quelle absurdité mène la maladie mortelle du consensus — mortelle pour la démocratie s'entend — héritée de la combinaison génétique apparemment contradictoire du basisme des forums sociaux altermondialistes et du verticalisme de la bureaucratie syndicale, le tout pimenté du réflexe d'assiégé de la nation opprimée. La « *souveraineté populaire* » de la grande coalition fourre-tout pour tout, hors de toute conjoncture, permet d'avaler toutes les couleuvres... et tous les serpents :

« *Québec solidaire visera graduellement à construire une alliance démocratique, sociale et nationale pour regrouper l'ensemble des forces syndicales, populaires, féministes, étudiantes, écologistes et les partis souverainistes autour de la reconnaissance de la souveraineté populaire qui se concrétisera par l'élection d'une Assemblée constituante.* » ([Compte-rendu des décisions du 5ème congrès de QS sur l'enjeu 1 du programme](#), congrès de novembre 2009, mis sur le site de Québec solidaire le 7/03/11)

On comprend la référence à la *souveraineté populaire* quand il s'agit de se débarrasser de dictatures, de régimes autocratiques ou même de constitution issue de la dictature, mais que signifie cette expression dans le cadre d'une démocratie parlementaire même imparfaite ? Si c'est un perfectionnement de celle-ci, comme la proportionnelle, la parité, le droit de rappel, les droits syndicaux... il faut le dire en ces termes. Si, dans le cas d'une nation opprimée on veut dire l'assemblée constituante d'un pays indépendant, alors voilà ce qu'il faut dire. Si c'est pour dénoncer l'autocratie de la finance et la dictature du patronat sur les lieux de travail, alors il faut parler de socialisme. L'emploi des euphémismes relève de la manœuvre bureaucratique pour créer une unité consensuelle sur des ambiguïtés et des malentendus. La construction d'un mouvement social exige clarté et précision, exigence à laquelle répond le programme d'un parti anticapitaliste.

L'indépendance pour exproprier la banque et sauver le climat

Pour les anticapitalistes, il est évident que le capitalisme néolibéral a non seulement fermé la voie à toute réforme quelque peu significative — d'ailleurs quand il y consentait après la Deuxième guerre mondiale, c'est qu'il sentait sur son cou le souffle chaud de la révolution de l'Europe jusqu'à l'Asie du Pacifique et une montée des luttes concomitantes en Amérique du Nord — mais exige de drastiques contre-réformes. La clef d'un renversement de situation se trouve non dans les institutions vouées désormais à la gouvernance néolibérale mur à mur mais dans la mobilisation sociale jusqu'au paroxysme de la grève politique de masse avec occupations et blocages. Mobilisations étudiantes ou mobilisations contre les budgets néolibéraux ont toutes ce potentiel. Le saut de géant vers le renversement du capitalisme néolibéral et l'instauration d'un gouvernement anticapitaliste a la chance au Québec d'être médiatisé par la lutte pour l'indépendance, marche-pied au milieu du grand vertige de la rupture vers une société écosocialiste.

Manque un parti crédible, c'est-à-dire connu de l'ensemble du prolétariat et respecté de par la qualité de ses militantes plongées dans la lutte sociale, qui propose la lutte pour l'indépendance comme horizon des luttes, comme possibilité réelle si elles atteignent le niveau suffisant de mobilisation et de coordination. C'est cette perspective qu'un tel parti défendrait dans le cadre d'États généraux sur l'indépendance. Il l'enrichirait par un programme répondant aux angoisses concrètes de ce temps de féroce offensive néolibérale lequel programme serait à la fois le prolongement des luttes étudiantes, syndicales et populaires tout en démontrant la nécessité de l'indépendance, dans toutes ses dimensions, pour faire la jointure entre revendications immédiates et transformation sociale permettant de les réaliser.

Les indignées espagnoles, au prise avec une version féroce de la nouvelle offensive néolibérale, pire pour l'instant qu'au Québec mais relativement moins dure qu'en Grèce suggèrent la voie à suivre :

« ...dans le foisonnement créatif de demandes formulées par les indigné-e-s de Madrid, de Barcelone et d'ailleurs, deux revendications nous semblent particulièrement importantes : la nationalisation de la finance et celle de l'énergie. D'une part, elles s'appuient sur le fait qu'il existe déjà un secteur public — c'est "le subversif dans le réel", l'ouverture vers un autre possible. D'autre part, si nous en soulignons l'importance, ce n'est pas par attachement dogmatique aux recettes sacrées du Programme de transition, mais pour des raisons stratégiques, basées sur une analyse précise : ces deux secteurs sont les principaux responsables de la casse sociale et de la casse environnementale, ils sont liés entre eux par les énormes crédits nécessaires aux investissements de long terme en capital fixe (plateformes pétrolières, raffineries, centrales électriques...), ils dominent l'économie ainsi que la politique, et bloquent toute solution écosocialiste... de sorte que leur couple infernal est en train de mener l'humanité droit dans le mur. Ensemble avec la réduction radicale du temps de travail (sans perte de salaire et avec embauche compensatoire) et avec des réformes démocratiques dans le champ politique, ces deux revendications nous semblent devoir être mises au cœur d'un programme anticapitaliste. » (Daniel Tanuro, [Éditorial](#), Inprecor, mai-juin 2011)

Le bilan de la crise 2008-2009 au prix de l'endettement faramineux des États pour sauver le système financier lequel maintenant fait du chantage pour garantir ses prêts étatiques sur le dos des peuples non seulement prolonge la stagnation et probablement causera un retour de la crise mais enlève tout moyen sérieux de parer à la crise climatique et d'œuvrer à la justice sociale. Bien sûr, ces deux revendications cruciales et complémentaires font sens seulement si elles s'articulent

avec une panoplie de demandes provenant de la mobilisation sociale et des besoins sociaux :

« Il est révélateur du désolant manque d'ambition de la gauche lors de la crise que ses appels pour les limites de salaire des cadres de Wall Street et pour les taxes sur les transactions financières ont été beaucoup plus fréquents que ses demandes pour transformer les banques en service public. Il a fallu que ce soit l'économiste mainstream de la London School of Economics, Willem Buiter (l'ancien membre du Comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre, nommé en novembre 2009 par Citibank comme son chef économiste) qui, dans son blogue du Financial Times du 17 septembre 2008, peu de jours après l'effondrement de Lehman Brothers, qui approuve "l'argument bien connu selon lequel il n'y a pas de raisons solides pour la propriété privée des institutions de dépôt bancaires car elles ne peuvent pas exister en toute sécurité sans une garantie des dépôts et/ou un prêteur de dernier recours, solutions qui sont finalement souscrites par le contribuable" Et il alla plus loin : "l'argument que l'intermédiation financière ne peut pas être confiée au secteur privé peut désormais être étendue plus loin pour inclure le nouveau capitalisme financier des marchés de capitaux basés sur les transactions... De la financiarisation de l'économie à la socialisation de la finance, un petit pas pour les avocats, un grand pas pour l'humanité." » [...]

« La raison la plus importante pour inclure les banques dans le secteur public et de les transformer en un service public, c'est que vous retirez ses fondements institutionnels à la section la plus puissante de la classe capitaliste dans la phase actuelle du capitalisme. C'est la raison principale de nationaliser les banques en termes de modification, d'une manière fondamentale, de l'équilibre des forces entre les classes. [...]

« Nous ne pouvons même pas commencer à penser sérieusement à résoudre la crise écologique qui coïncide avec cette crise économique sans que la gauche ne revienne à une notion ambitieuse de la planification économique. C'est inconcevable. On ne peut pas faire autrement. Nous avons rejeté cette idée pour un demi-siècle en raison de la planification bureaucratique de type stalinien avec tous ses effets horribles — son inefficacité, mais encore plus son autoritarisme. Mais nous ne pouvons plus éviter de revenir à la nécessité d'une planification. L'allocation du crédit est au cœur de la planification économique pour la conversion de l'industrie. Lorsque nous, de la gauche, appelons au contrôle des capitaux, nous ne pouvons pas le penser seulement dans le sens du contrôle des capitaux qui limiterait la rapidité du capital à se déplacer dans et hors du pays. Nous avons besoin du contrôle des capitaux car sans eux nous ne pouvons pas avoir le contrôle démocratique de l'investissement. Ce n'est pas le contrôle des capitaux juste à la frontière qui compte, ce qui compte le plus pour les socialistes est le contrôle sur le capital pour réaliser, d'une manière démocratique, ce qui s'investit, où il s'investit, comment il s'investit. [...]

« Il est certainement très vrai que, quel que soit l'organisation ou la méthode, vous n'allez jamais mobiliser les gens sur la simple base de la nécessité de nationaliser les banques pour la planification économique, [...] Les gens ont besoin d'être mobilisés pour des revendications immédiates, comme ils l'étaient pour les droits syndicaux, une semaine de travail réduite, un système d'enseignement public, un État-providence, etc [...]

« Le problème, cependant, c'est qu'il n'y a pas une grande marge de manœuvre laissée aux réformes dans le capitalisme d'aujourd'hui : pour avoir un important programme de logement public, pour des transports en commun gratuits, vous vous heurtez très vite au problème de la provenance des fonds. On peut toujours affirmer, étant donné les bas taux d'intérêt pour les obligations d'État aujourd'hui, qu'on peut aller sur le marché obligataire. Mais cela signifie aussi que vous êtes soumis au type de pressions exercées par les créanciers obligataires sur les États grec, portugais et espagnol pour faire ce qu'ils font à leur secteur public afin de se prémunir d'un défaut des paiements sur ces obligations. Alors on en revient rapidement à la nécessité d'au moins commencer un processus de socialisation d'inclusion des banques dans le secteur public »

(Leo Panitch, [The Left's Crisis](#), The Bullet, 15/08/11, ma traduction)

Un tournant vers le *plein emploi écologique* nécessiterait le contrôle par le peuple québécois des flux d'épargne et d'investissements tant intérieurs, entre secteurs et régions, qu'extérieurs. Faut-il le dire ? L'indépendance en devient incontournable pour détenir le pouvoir d'exproprier les banques et les autres institutions financières et instaurer une Banque populaire du Québec démocratiquement contrôlée. Ajoutons le tournant rente pétrolière-minière de l'économie canadienne marginalisant son côté profit manufacturier qui fait le lit de politiques environnementales et sociales particulièrement droitières. L'indépendance en devient alors encore plus indispensable pour éviter l'*albertisation* du Québec à coups de gaz de schiste et de pétrole gaspésien.

Donner cette perspective à l'indépendantisme c'est lui donner toute sa plénitude antilibérale et écologique, au-delà de l'étroit cadre constitutionnel et linguistique qui, évidemment, gardent toute leur pertinence. Ainsi la lutte pour l'indépendance pour briser l'oppression nationale québécoise, ce maillon le plus faible du capitalisme canadien, renouerait-il avec son aspect de libération nationale et sociale de la grande mobilisation 1966-1976 avant que le PQ ne mette le grappin sur le mouvement national.

Au sein du milieu étudiant, de l'Alliance sociale et de la Coalition anti-tarif, aux États généraux, aux élections, une campagne pour l'indépendance

Que ce soit pour annuler les hausses de frais de scolarité, encore plus pour gagner la gratuité scolaire ; pour la fin des coupures, des hausses de tarifs et des privatisations/PPP, encore plus pour un réinvestissement massif dans la santé, l'éducation, l'efficacité énergétique et le transport public électrifié gratuit ; pour la fin du charcutage de la loi 101 par la Cour suprême, encore plus pour la fin de l'humiliation nationale permanente du *Quebec bashing*, la nécessité de l'indépendance pour exproprier la Cour suprême et les banques, cœur du fédéralisme néolibéral, est incontournable. Il faut l'indépendance non seulement pour se débarrasser de la Cour suprême mais aussi pour que le Québec détienne le pouvoir constitutionnel de nationaliser/socialiser les banques et de se doter d'une monnaie québécoise pour être en mesure de faire une réforme fiscale en profondeur sans fuite de capitaux de sorte à avoir les moyens de ses politiques sociales et écologiques.

L'actuelle campagne sur l'Assemblée constituante pour un Québec peut-être indépendant non seulement passe complètement à côté de la coche mais elle est démobilisatrice et pour les militantes du parti et pour le mouvement social tellement elle est découplée du mouvement social et réductrice par rapport aux enjeux du mouvement national. Même « *[l]e Nouveau Mouvement pour le Québec (NMQ) se prononce pour la tenue d'états généraux sur l'indépendance du Québec [et] ces états généraux ne devraient évacuer aucune question qui touche l'idée de l'indépendance du Québec.* » ([Communiqué de presse du 5/09/11](#)). L'on ne peut que souhaiter que les militantes de Québec solidaire la remette en question pour la transformer en campagne pour l'indépendance au sein du milieu étudiant, de l'Alliance sociale et de la Coalition anti-tarif, aux États généraux et aux élections, si elles ont lieu, qui deviendraient alors un moment privilégié de cette campagne.

Cette campagne suppose un corollaire à l'interne soit que le congrès programmatique de décembre 2011 vote la proposition que « *[p]our éliminer*

complètement l'influence du pouvoir financier privé, nous procédions à une nationalisation (ou expropriation) complète du système bancaire. » (en jargon, la proposition B-1, A ou C, du Cahier de synthèse de l'enjeu deux reporté au congrès de l'enjeu trois). Comme il n'est pas question de payer ses pompiers-pyromanes qui étranglent les budgets publics, il est à espérer que la Commission politique ramène sur le plancher la proposition référée « *[I]e prix payé pour les nationalisations tiendra compte des impôts non payés, des surprofits monopolistes, des ressources pillées et des pollutions. »* (en jargon V-4). Il est bien entendu que cette nationalisation se ferait dans l'esprit du point voté au dernier congrès (et jamais publié) soit :

« En s'inspirant des principes de l'économie participative, il est proposé de structurer les différentes entreprises nationalisées dans le cadre d'une planification nationale et démocratique et d'un mode de gestion décentralisé. Aussi, l'administration générale et la fixation d'objectifs particuliers devront avoir lieu au sein d'instances démocratiques régionales ou nationales dont la composition assurera une représentation réelle de l'ensemble de la société (salarié-es de l'entreprise, représentant-es de l'État, élu-es régionaux, groupes de citoyen-nes, Premières Nations, etc.). Aussi, ce n'est plus le gouvernement ou ses hauts fonctionnaires qui devront voir à l'organisation du travail, mais les employé-es eux-mêmes (autogestion). »

Faut-il ajouter que ce corollaire implique que, bêtement et démocratiquement, les résolutions programmatiques soient non seulement publiées mais publicisées (une de la page web, onglet « *programme* » sur la page d'accueil, dépliant...) et utilisées dans la conjoncture. Sans vaincre cet anti-démocratique goulot d'étranglement, le reste n'est pas possible. Car le danger mortel qui guette est le remplacement du programme, avec ses éléments antilibéraux et anticapitalistes dans un esprit de rupture indépendantiste, par une plate-forme platement sociale-libérale dans un esprit de continuité fédéraliste réellement existante. La plate-forme pour les jours de la semaine et le programme pour les discours du dimanche.

Marc Bonhomme, 7 septembre 2011

bonmarc@videotron.ca ; www.marcbonhomme.com

Annexe

Suffrage universel et démocratie à la soviétique

La vague orange a montré l'impact des soulèvements méditerranéens dans lesquels la jeunesse, surtout instruite et souvent chômeuse, joue un rôle central et comment elle se réseautait par l'utilisation d'Internet. Étant donné la catastrophe historique du « *socialisme réellement existant* » du XX^{ie} siècle qui se prolonge au XXI^{ie} siècle sous forme de baignade (Corée du Nord), de succès économique, jusqu'à date, grâce au retour d'un capitalisme sauvage, corrompu et répressif (Chine, Vietnam mais aussi le Bengale occidental jusqu'à récemment) ou de dictature progressiste bureaucratisée mais en panne économique (Cuba) ; étant donné la déception du « *socialisme du XXI^{ie} siècle* », masque d'un capitalisme national pétrolier anti-impérialiste à direction « charismatique », l'option socialiste n'est plus une référence pour la jeunesse, qui aspire à une démocratie radicale dont celle directe des occupations des places Tahir, del Sol, etc. sont un puissant symbole.

Ce rejet est d'ailleurs si important qu'il a tendance à s'étendre jusqu'à celui de l'ensemble des institutions de la démocratie représentative, partis de gauche et syndicats compris malgré souvent l'apport crucial d'un mouvement gréviste à leur succès partiel dans certains cas (Tunisie, Égypte). Au point qu'il rend difficile la synthèse programmatique sur la base des acquis historiques et la centralisation et la coordination des luttes au profit d'une spontanéité sans lendemain et d'un fonctionnement consensuel ne permettant que des décisions formelles et superficielles qui ne remettent nullement en question le capitalisme malgré un fort sentiment antilibéral si ce n'est anticapitaliste chez la masse des protestataires qui se manifestent par certains mouvements d'opinion et slogans tel, en Grèce, « *Nous ne devons rien, nous ne vendrons rien, nous ne paierons rien* ». Ce rejet global des acquis de la démocratie institutionnelle est bien sûr tout à fait compréhensible quand l'on sait la capitulation générale des directions des partis de gauche et des syndicats face à la *gouvernance* néolibérale, dont le social-libéralisme raisonnable du NPD, le populisme social-libéral de la direction de Québec solidaire et le capitulationnisme généralisé des directions syndicales québécoises et canadiennes.

Reste qu'il faudra bien dépasser l'impuissance spontanéiste afin de réinventer de nouvelles formes de démocratie combinant expression directe et représentation contrôlée comme en leur temps l'a été la forme des *soviets* (comités) en 1905 et 1917-18. Le tout nouveau pouvoir soviétique, après avoir consenti à l'élection déjà prévue d'une Assemblée constituante, y avait mis brusquement fin étant donné sa majorité contre-révolutionnaire appuyant l'ancien régime fauteur de guerre et défenseur de la grande propriété foncière et du grand capital malgré son ministère prétendument socialiste. Il faut dire que la nouvelle démocratie soviétique fut rapidement saignée à blanc par la guerre civile et par l'invasion étrangère dans un pays au départ largement agraire, donc petit-bourgeois, déjà au bout du rouleau suite à la Première guerre, raison première du renversement du tsarisme. Assiégé de l'intérieur comme de l'extérieur et isolé suite à l'échec des révolutions ailleurs en Europe, le pouvoir soviétique face à des soviets se vidant de leurs meilleurs éléments partis à l'armée ou intégrés dans l'administration se replia sur le parti-État dans le cadre du prétendu « *communisme de guerre* » ce qui l'amena à l'interdiction de l'organisation des oppositions externes puis finalement internes au parti.

L'expérience de l'Assemblée constituante et le soulèvement contre-révolutionnaire de la majorité bourgeoise et en partie petite-bourgeoise de l'intérieur et de l'extérieur amenèrent une grande partie des Bolcheviques à conclure que la démocratie bourgeoise doit être rejetée en bloc. Pourtant, cette dernière était le résultat non pas de cadeaux de la bourgeoisie mais l'aboutissement de dures luttes prolétariennes, particulièrement au XIX^{ie} siècle dans les pays dit développés pour le suffrage universel mâle et les droits démocratiques, mais aussi dans ces mêmes pays au XX^{ie} siècle pour le suffrage des femmes, des amérindiens et des immigrants. Inutile de dire que les mesures « temporaires » de forte restriction de la démocratie soviétique au point de la paralyser et l'absence de suffrage universel pavèrent la voie à la contre-révolution stalinienne.

Les avancées de la démocratie soviétique sont certes décisives :

« élection de tous les fonctionnaires, juges, dirigeants de milices ouvrières (ou ouvrières et paysannes) et de tous les délégués représentant les travailleurs dans les institutions d'État; rotation des élus; limitation de leurs revenus à celui d'un ouvrier qualifié; révocabilité de tous les élus au gré des électeurs; exercice conjoint de pouvoirs législatifs et exécutifs par des institutions de type soviétique; réduction radicale du nombre des fonctionnaires permanents et transfert croissant des fonctions administratives à des organes directement constitués par les travailleurs. [...] la démocratie ouvrière doit être supérieure à la démocratie bourgeoise non seulement parce qu'elle s'étend à la sphère économique et sociale - sécurité d'existence, droit au travail, à l'éducation gratuite, aux loisirs, etc. - mais aussi parce qu'elle accroît les droits démocratiques dont jouissent les travailleurs et toutes les couches laborieuses dans la sphère politique et sociale. » ([Dictature du prolétariat et démocratie socialiste](#), 12^{ie} congrès de la IV^{ie} Internationale, 1985)

Cette démocratie est dynamique dès le départ vers moins d'État sinon elle dégénère :

« Il est clair que si une telle évolution vers le dépérissement de l'État n'a pas lieu lorsque la résistance de la classe bourgeoise a été brisée à l'intérieur du nouvel État ouvrier, mais qu'au contraire un processus de bureaucratisation se développe, il ne s'agit pas d'un "renforcement de la dictature du prolétariat", mais de sa dégénérescence vers des formes bureaucratiques d'État. [...] Dès lors, une extension des droits démocratiques des travailleurs au-delà de ceux dont ils jouissent déjà sous les conditions de démocratie bourgeoise est incompatible avec la restriction du droit de former des groupes, tendances et partis politiques sur des bases programmatiques ou idéologiques. [...] L'existence de syndicats indépendants et d'une législation du travail garantissant le droit de grève sont à cet égard déterminants pour assurer la défense des besoins des travailleurs et de leur niveau de vie envers des décisions prises par les conseils ouvriers, spécialement contre tout arbitraire bureaucratique des organes de gestion. »

Il ne faut pas non plus penser que l'aspiration à la démocratie soviétique est morte avec l'épuisement de la période révolutionnaire 1917-1923. Elle inspirait encore la tentative de révolution anti-bureaucratique polonaise de [Solidarnosc](#) insuffisamment soutenue par le prolétariat européen, à l'est comme à l'ouest, et leurrée par l'appui intéressé, anti-soviétique, des pays impérialistes et par la prospérité occidentale qui pourtant connaissait alors une grave crise inaugurant l'ère néolibérale, ce qui permit son écrasement par l'armée :

« En Pologne, la classe ouvrière a impulsé en 1980-1981 durant 16 mois l'expérience de la lutte la plus large pour la démocratie politique au sein d'un État ouvrier. La démocratie interne dont se dotèrent les dix millions de travailleurs polonais organisés au sein du syndicat Solidarnosc démontra l'attachement de la classe ouvrière aux principes de la démocratie prolétarienne. Les mots d'ordre de "socialisation des

moyens de production et de la planification" et de la "construction d'une République autogérée", lancés par le mouvement de masse, exprimèrent clairement son aspiration à arracher à la bureaucratie le contrôle de l'économie autant que celui de l'État, et de les soumettre à la gestion collective et démocratique des travailleurs, aspiration qui se matérialisa dans la lutte pour l'autogestion ouvrière et dans la construction des conseils ouvriers et de leurs coordinations.

« Le programme adopté par le Congrès national de Solidarnosc, affirmant que "le pluralisme idéologique, social, politique et culturel doit constituer la base de la démocratie dans la République autogérée", déclare en outre: "La vie publique en Pologne nécessite de profondes réformes qui devraient conduire à l'instauration définitive de l'autogestion, de la démocratie et du pluralisme. Pour cette raison, nous lutterons aussi bien pour le changement des structures d'État que pour la création et le développement d'institutions indépendantes et autogérées dans tous les domaines de la vie sociale." Ce programme précise: "Nous estimons que les principes du pluralisme doivent s'appliquer à la vie politique. Notre syndicat aidera et protégera les initiatives civiques qui auront pour but de proposer à la société différents programmes socio-politiques et économiques." »
(Dictature du prolétariat et démocratie socialiste, 12^è congrès de la IV Internationale, 1985)

L'expérimentation de la démocratie soviétique a été trop brève pour convaincre et elle finit par être enterrée six pieds sous terre avec l'effondrement du socialisme réellement existant il y a vingt ans. Elle mériterait, il me semble, d'être revisitée car elle n'est pas étrangère au radicalisme démocratique de la jeunesse qui, suite à celle du monde méditerranéen, pourrait prendre le devant de la scène au Québec dans le sillon d'une possible grève étudiante pro-active. Cette démocratie ancienne/nouvelle semble condamnée de prime abord par son suffrage universel purement local imbriqué dans un système pyramidal. Il a pourtant l'immense avantage de conserver une échelle humaine à chaque niveau permettant une reddition des comptes, et un droit de rappel, réellement existant. Les électeurs/électrices locaux, régionaux et nationaux connaissent, ou sont susceptible de connaître, de comprendre et de contrôler ceux et celles qui sollicitent leur suffrage. Il y a moins de place pour les beaux discours et encore moins pour les blitz publicitaires grâce à une caisse électorale bien garnie.

Qu'en est-il du suffrage universel de haut en bas dans le contexte d'une société où l'accumulation du capital ne cesse de mener à la centralisation et à la concentration de la propriété privée des moyens de production, et en particulier des moyens de communication parfois extrême comme au Québec, et de son corollaire, la polarisation du pouvoir et des revenus en une pyramide de plus en plus écrasée où le milieu est en voie de disparition ? Il tend de plus en plus vers un suffrage plébiscitaire d'un dirigeant tout puissant, parfois perçu comme *charismatique*, garant de l'unité et de la représentation nationale c'est-à-dire arbitre des conflits sociaux comme un sphinx qui penche toujours à droite. S'il faut radicaliser le suffrage universel, on le dope d'initiative référendaire ou de droit de rappel à la mode de la Californie ou de la Suisse que les puissances de l'Argent, exploitant habilement l'insécuritaire atomisation sociale et la drogue de la société spectacle, convertissent en renforcement du conservatisme social si ce n'est de la réaction, à moins de l'utiliser comme moyen de récupération électoraliste de la gauche comme récemment au Wisconsin.

La jeunesse des places essaie de sauver le suffrage universel par la démocratie directe... sur place. Ce retour aux sources de la cité grecque atteint vite ses limites car la citoyenneté nationale (quasi) générale d'aujourd'hui n'a rien à voir avec ces

citoyens libres de l'antique cité délibérant pendant que la foule des esclaves, des femmes et des pérégrins les nourrissaient et les logeaient. Pour s'assurer que quelques milliers représentent quelques millions on tend à remplacer la majorité par le consensus se disant qu'ainsi la loi statistique des grands nombres assurent que l'échantillon consensuel représente assurément la majorité populaire. Ainsi la montagne d'indignation accouche-t-elle d'une souris réformatrice enveloppée dans de beaux slogans antilibéraux pendant que les nécessités de la vie quotidienne, faute d'esclaves, ramènent chacun chez soi dans l'isolement de la survie quotidienne sans laisser derrière la nécessaire organisation, oh horreur, représentative.

Peut-être y a-t-il là une dialectique de la négation de la négation s'il se présente des forces politiques pour la mener à terme ? La démocratie à la soviétique, après une première tentative de rejet du suffrage universel généralisé, se laisserait féconder par celui-ci pour, tel le phénix, renaître de ses cendres. On se dit que les projets de société nécessitent de grands débats nationaux, un jour mondiaux, que seul peut légitimer un suffrage universel à ce niveau entre des partis présentant des alternatives. Idem pour des tournants, des ruptures, spécifiques d'ordre non seulement socio-économique ou institutionnel mais aussi culturel ou moral qui nécessiteraient des référendums pour tourner la page. Faudra-t-il pour autant une cohabitation institutionnelle entre les deux logiques ? Tout cela sent le bric-à-brac mais il y a des expériences à faire et des transitions à ménager.

Marc Bonhomme, 2 septembre 2011

bonmarc@videotron.ca ; www.marcbonhomme.com